

Borello, « l'ami » de Macron mêlé à un énorme scandale de réseau pédophile dans un centre pour enfants



[Source : apar.tv]

Par Anna Summer

L'association Wanted Pedo dénonçait en 2017 l'implication d'un très influent personnage de la macronie dans un réseau de pédocriminalité. Il s'agit de Jean-Marc Borello. Toujours impuni. Décidément, la Macronie est un cloaque et un repère de pervers toxicomanes.



Jean-Marc Borello est le dirigeant d'une association de 10.000 salariés appelée "Groupe SOS" et fait figure de caution sociale de "en Marche". La Fondation Schwab a même primé le Groupe SOS au Forum économique mondial de Davos de 2017.

L'ancien gérant de la fameuse boîte de nuit "Le Palace" a été condamné à 6 mois de prison avec sursis pour avoir laissé faire un trafic d'ectasy dans les établissements dont il était responsable.

◦ Lire aussi : Les dessous de l'affaire Jérémie Ladreit de Lacharrière

- Lire aussi : Cocaïne, MDMA et tentative de viol, les dessous de l'affaire Laurent Bigorgne
- Lire aussi : Joachim Son-Forget : « J'ai du mal avec un Ministre de la Justice qui était un défenseur de pédophiles devant moi »
- Lire aussi : L'enquête de Paris-Match qui fait péter les plombs aux « bien-pensants »

Pourtant il serait le plus influent des 9 délégués de Macron et est même décrit comme le vrai patron.

Il est mêlé de près à l'affaire Megel, énorme scandale de réseau pédophile d'élite qui avait lieu au sein même du centre pour enfants "Les Tournelles" pendant plus de 20 ans et dont il était administrateur.

On ne manquera pas de remarquer le soutien à Macron de personnalités bien connues comme Daniel Cohn-Bendit, Pierre Bergé, etc.

Retour sur l'article ci-dessous de Donde Vamos qui mets en lumière les dessous de ce réseau.

MENU **Le Point**

Jean-Marc Borello, le vrai patron de Macron

Rouage important et ambassadeur du mouvement, le pape de l'économie sociale et solidaire Jean-Marc Borello marche pour le candidat.

PAR MARC VIGNAUD

Modifié le 09/03/2017 à 10:22 - Publié le 07/03/2017 à 08:31 | Le Point

A photograph showing three men seated at a table during a public event. The man in the center, Jean-Marc Borello, is wearing a dark suit and has his arms crossed. To his left, another man in a black t-shirt is looking upwards. To his right, a third man in a suit is looking towards the camera. The background features a blue wall with a large banner that reads "#Elles marchent" and lists names of women. There are also European Union flags and white balloons visible.

Le Mouvement

Qui sommes nous? | Mégaopérateur | En marche sur le terrain | Données sondés | Législatifs



Nos délégués nationaux

Personnalités issues de milieu divers (entrepreneurs, monde associatif, vie locale, etc.), nos délégués sont tous des citoyens engagés, impliqués et dynamiques.



Réseau Mégel : Un réseau pédophile au foyer pour enfants des Tournelles

On va revenir sur une affaire de réseau pédophile d'élite, passée fort discrètement il y a quelques années bien qu'elle révèle d'intéressantes connexions.

En 2002, Robert Mégel est condamné pour pédophilie dans le centre pour jeunes délinquants qu'il dirigeait.

Un centre des Tournelles soit-disant expérimental, exemplaire, géré par du beau monde qui n'a « rien vu, rien entendu » pendant des années.

Le drame se déroule à Meaux, la ville de Jean-François Copé, est en Seine-et-Marne.

C'est là qu'on a aussi plusieurs assos absolument véreuses, comme Olga

Spitzer, qui agit dans l'illégalité la plus complète mais a ses entrées dans les tribunaux.

On a aussi les Tournelles, un centre pour mineurs difficiles qui réhabilitait les enfants et jeunes délinquants (de 7 à 18 ans) grâce au luxe et à une pseudo « *thérapie du merveilleux* ».

- Lire aussi : Le film d'Élise Lucet que la pègre française veut voir disparaître
- Lire aussi : Le documentaire "Enfance volée" lève le voile sur 50 ans de pédocriminalité à la française
- Lire aussi : Alanis Morissette : « L'industrie de la musique est littéralement dirigée par des pédophiles »
- Lire aussi : Gérard Fauré : « Quand Pierre Bergé frappait et violait les petits enfants Yves Saint Laurent pleurait »
- Lire aussi : Capitaine Juving-Brunet : « 50.000 disparitions d'enfants alimentent tout un réseau parallèle occulte, sur lequel nous devons jeter toute la lumière »
- L'ado victime de Bryan Singer (Disney) dénonce le réseau pédophile d'Hollywood : « Ils vous donnent de l'argent pour garder le silence »
- Lire aussi : Lumière sur les bals masqués de l'UNICEF pour « sauver » les enfants
- Lire aussi : Karl Zéro : « Epstein lui a filé 58 000 euros, Jack Lang devrait s'expliquer... »



Il se trouvait juste à côté de *Levallois-Péret (la ville de Balkany)*.

Ledit centre était dirigé depuis 1978 par Robert Mégel, qui a été condamné en 2004 à 11 ans de prison pour viols et attouchements sur mineur [1].

Mégel était un haut fonctionnaire du ministère de la justice, détaché de la Protection judiciaire de la Jeunesse.

Payé grassement par les contribuables, donc, pour gérer ce centre.

L'affaire a démarré après qu'un employé de la protection de l'enfance du

Conseil Général de *Seine-et-Marne*, alerté par des rumeurs d'abus sexuels aux Tournelles, Pascal Viret, est invité à organiser une réunion dans l'établissement pour les 50 pensionnaires, au sujet de la prévention de la maltraitance.

Quand soudain, Mégel lance

« *Il faut que vous sachiez que quoi qu'il ait pu se passer entre vous et les gens qui s'occupent de vous, la relation qui existe est indestructible* »[2].

A cette époque, le centre faisait figure de référence et se vantait d'avoir le soutien de Françoise Dolto, dont il disait appliquer les méthodes.

Cela n'est guère étonnant, quand on sait qu'elle a signé une des pétitions parues dans les années 70 pour soutenir le lobby pédophile.

Apparemment, quand les magistrats ont décidé de relancer l'internat des Tournelles en 1978, ils ont fait appel à Dolto qui aurait formé l'équipe d'encadrement, et qui y tenait des conférences à l'occasion.

En 1993, un article dithyrambique de L'Express nous expliquait que

« *Ici, les enfants sont guidés, écoutés, mais surtout respectés. Et ça marche* ».

Mais, il a été défendu par tout son staff et par les administrateurs des Tournelles qui pourtant, sont censés protéger les enfants et pas les pédocriminels.

Tous ces braves gens ont dit que les victimes étaient des menteurs (*NDLR: comme dans énormément de procès, comme pour Outreau et tant d'autres*), c'est si facile.

Parmi les soutiens de Mégel, il y avait une clique variée : un Haut fonctionnaire de Bercy, des journalistes, une scientifique de l'Institut Pasteur, des gérants de boîtes de nuit, des magistrats...

Par exemple, Geneviève Moll, rédactrice en chef à *France 2* et membre du CA [3] des Tournelles, a carrément balancé à la victime :

« *T'es qui, toi ?
Tu devrais avoir honte, petit merdeux...* ».

D'après certaines écoutes, c'est grâce à Moll que la presse n'a rien dit ou presque sur cette affaire.

L'avocat parisien Michel Peisse et le conseiller d'État Philippe Sauzay étaient aussi des membres du CA des Tournelles.

En outre, Megel était défendu par le président de la ligue des droits de l'homme, et star du barreau, Me Henri Leclerc.

Au nombre des défenseurs qui se sont mobilisés pour Mégel, il y avait aussi Jean-Marc Borello, ancien administrateur des Tournelles devenu délégué général du groupe *SOS Drogue International*, qui a dit à l'audience que les faits reprochés étaient « matériellement impossibles ».

Borello est aussi un ancien éducateur de jeunes délinquants, qui a eu de belles promotions puisqu'il a été conseiller ministériel [12] puis gérant des grosses boîtes de nuit parisiennes *Le Palace* et *Regine's*, mais aussi du resto *Ledoyen* où Mégel emmenait ses proies.

On peut aussi noter que Borello a obtenu la Légion d'honneur en 2000 et qu'il a créé le groupe *SOS* (11.000 salariés) en « *appliquant au secteur social les recettes du privé* ».

Ledit « *groupe SOS* », nous explique le magazine *Capital*,

« *chapeaute une trentaine d'associations intervenant dans l'accueil de toxicomanes, de SDF, de jeunes en difficulté et dans la gestion de crèches et de maisons de retraite*»,

mais il regroupe également « *une dizaine d'entreprises privées comme Altermundi, l'enseigne de distribution de produits équitables, L'Usine, un espace événementiel situé face au Stade de France et employant des personnes en réinsertion, ou encore La Manufacture durable, le numéro 2 des cabinets de conseil en développement durable, avec plus de 100 collaborateurs* ».

En 2012, Borello était même devenu conseiller de diverses multinationales comme *Danone*.

Ledit Borello a expliqué au procès que c'est lui qui a « *convaincu des ministres d'aider les Tournelles* » et a affirmé y avoir emmené Danielle Mitterrand, la tante du ministre pédophile Frédéric Mitterrand.

Raissa Gorbatechev y serait également allée...

Que faisaient ces gens dans un centre pour jeunes difficiles ?

Le même genre de virées que celles de la clique pédophile anglaise dans

l'orphelinat de Jersey ?

Au procès, Borello a dit que toutes ces accusations n'étaient qu'un complot qui avait « développé un insupportable climat d'homophobie »...

Pourtant, Borello était bien présent aux partouzes de Mégel, qui recrutait essentiellement du personnel homosexuel ou bien aux Tournelles :

« Je me rappelle Borello (NDLR: membre du conseil d'administration, patron de boîte de nuit et grand ami de Robert Mégel) la première fois que je l'ai rencontré chez Mégel, il m'a déboutonné trois boutons de chemise "pour voir ce qu'il y avait dessous" »,

a ainsi expliqué un éducateur du centre.

Philippe Sauzay, conseiller d'État honoraire, ancien préfet, ex chef du cabinet de Giscard et ancien membre du conseil d'administration des Tournelles, mais surtout ami de Mégel depuis 1973, a bien sur pris la défense de Mégel.

A partir de 1973 d'ailleurs, la carrière de Mégel connaît une ascension fulgurante.

Dont le sommet fut la création des Tournelles, où le tiers du conseil était composé de magistrats (pourtant jamais interrogés dans l'enquête) et avait « le soutien de personnalités ».

On se demande pourquoi un tel engouement.

D'après le journal *La Vie* (18 janvier 1998),

« en 1974, sur proposition de Philippe Sauzay (alors chef de cabinet présidentiel de Giscard d'Estaing, aujourd'hui conseiller d'État), l'ancien instituteur a été chargé de mission au cabinet d'Hélène Dorlhac, secrétaire d'État à la Condition pénitentiaire.

Au conseil d'administration des Tournelles, il s'est bien entouré : outre Philippe Sauzay, plusieurs magistrats, des avocats, un ancien président de la cour d'appel de Paris, un ex-procureur de la République, un vice-président du tribunal de grande instance de Paris ou encore une ancienne directrice de l'École polytechnique féminine ».

Parmi tous ces gens, aucun n'aurait jamais eu le moindre soupçon sur Mégel ? Difficile à croire.

Parmi les soutiens de Mégel, il y avait aussi Françoise Gaspard, ex-maire de *Dreux* de 1977 à 1983, puis députée de l'*Eure-et-Loire*.

De fait, Mégel avait beaucoup d'amis bien placés, et aussi beaucoup d'amants, souvent mariés et restés au placard.

De hauts fonctionnaires, des magistrats aussi, qui ont permis son ascension sociale : à 25 ans, Mégel était

« contrôleur des centres en charge des mineurs pour la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ».

Ce sont probablement ces belles relations qui ont permis à Mégel de passer à travers les mailles du filet quand, dans les années 70, la mère d'un adolescent avait signalé à la Brigade de Protection des Mineurs qu'elle avait surpris Mégel au lit avec son fils de 13 ans.

Le garçon, suivi dans un centre médico psychologique où officiait Mégel, était revenu d'un séjour en *Espagne* avec la syphilis [4].

Mégel avait d'abord dit qu'il ne s'agissait que d'une infection intestinale, avant de déclarer que l'enfant avait été violé par des Marocains.

En 1997, quand une victime a parlé, Mégel s'est lamenté sur son triste sort, l'a convoquée en tête-à-tête dans son bureau, puis lui a fait dire devant tout le monde qu'il ne s'était jamais rien passé.

Ce qui, manifestement, a satisfait l'audience.

Et tout le monde s'est mis d'arrache-pied à travailler à la défense de Mégel :

on rédige des dossiers présentant Jérôme comme un menteur pathologique (certains sont même antidatés) ;

on atteste qu'aucun jeune ne pouvait se retrouver seul le soir au domicile de Robert Mégel, même s'il se faisait porter des plateaux-repas par des jeunes qu'il sélectionnait lui-même ;

personne ne proteste quand il détruit les cahiers retraçant les allées et venues des enfants, le soir [5].

Quand le ministère de la Justice retire l'agrément à l'association de Mégel qui gérait les Tournelles pour le refiler à une autre asso à cause de l'affaire des viols, Mégel introduit un recours devant le tribunal administratif.

En outre, Mégel s'est barré avec la trésorerie de l'asso, soit 2,7 millions de francs [6].

Le psychiatre membre du conseil d'administration des Tournelles Jean Tremsal, en profite pour décrédibiliser la victime qui selon lui a un « *profil de délinquant* ».

Accessoirement, c'est justement pour cette raison qu'on envoie des jeunes dans les centres pour jeunes difficile, et le rôle des adultes n'est pas de les violer mais de les aider autant que possible.

Peut-être que Tremsal a été aussi gentil avec Mégel parce que ce dernier lui proposait de faire du business ensemble dans l'immobilier ?

Précisons que Tremsal exerce toujours à *Meaux*, ce qui ne semble déranger personne [7].

Etienne Madranges est l'un des magistrats membres du conseil d'administration des Tournelles.

Lors d'écoutes réalisées pendant l'enquête, il a parlé de la rémunération de Mégel, des

« *soirées à l'Élysée Matignon où le whisky coulait à flots* »,

de personnes qui complotaient pour mettre la main sur les Tournelles.

On ne parle pas ici d'une start-up innovante ou d'une multinationale, mais d'une association a priori sans but lucratif.

Pourquoi donc ces manœuvres afin de récupérer ce centre pour jeunes difficiles.

A qui s'adressait Madranges ?

A Colette Kreder, ancienne directrice de l'École polytechnique féminine, et administratrice aux Tournelles, qui se moquait bien elle aussi de la victime et ne pensait qu'à sauver les Tournelles.

Aujourd'hui, Madranges nous gratifie de ses chroniques dans *Le Figaro*.

En 2003, au moment du procès, Madranges,

« *jusqu'alors magistrat au parquet général de la cour d'appel de Paris, rejoint le cabinet de Jean-Louis Borloo au ministère délégué à la Ville.*

Nommé conseiller auprès du Ministre, et venant ainsi compléter le cabinet, il aura en charge notamment les problématiques jeunesse »,

nous disait alors le site du ministère de la Ville [8] .

Pas de chance, s'il n'y avait qu'une seule partie civile grâce à la prescription, en réalité beaucoup de victimes sont venues décrire à la barre les mêmes faits de viols et agressions sexuelles.

D'anciens pensionnaires d'un établissement où Mégel était passé avant, l'institut médico psychologique de *Dammartin-sur-Tigeaux*, sont également venus témoigner.

Certains ont décrit ses virées dans les boites parisiennes avec des adolescents du centre, d'autres ont parlé des recrues non qualifiées de Mégel, ou de ses relations avec d'anciens pensionnaires devenus adultes.

C'est aussi là qu'on a appris l'organisation par Mégel de virées dans des hôtels de luxe au *Maroc*, ou même aux *États-Unis*.

Un soir, il a fait décoller des enfants d'*Orly* pour les emmener manger à *Cannes*.

Dans un reportage diffusé par *7 sur 7* (émission de Anne Sinclair), on voyait les pensionnaires discuter avec Badinter.

Ils ont aussi été sur le plateau du célèbre pédophile Michel Polac, en compagnie de Depardieu, dont les débuts de carrière sont des plus obscurs, et Renaud.

Comment était financé ce centre pour parvenir à envoyer les jeunes au *Maroc* (où des viols ont eu lieu), en *Tunisie*, au *Canada*, aux *USA* [9] ou dans les restos chics de *Cannes* (comme le *Carlton*) et de *Paris* ?

« Outre les allocations de la Caisse d'assurance maladie, l'institut récolte aussi les dons de généreux mécènes, dont le legs d'une vieille dame fortunée, et les cadeaux en nature (champagne, caviar) de sociétés privées.

Certaines participent d'ailleurs au financement du nouveau pensionnat, inauguré en 1995 »,

nous explique le site de l'association Morkhoven (Association du grand Marcel Vervloesem NDLR).

Dans ce nouveau pensionnat, « chacune des 26 chambres a été décorée par les soins d'une ambassade ».

Mais on rêve : que viennent faire les ambassades dans la décoration d'un pensionnat pour jeunes difficiles ?

A ce stade, précisons qu'en Angleterre, un des sports nationaux était pour le MI5 ou le MI6 de coincer des personnalités, souvent étrangères, lors de partouzes organisées dans divers orphelinats ou dans des villas, mais avec des enfants pris dans des orphelinats.

Il n'y a qu'un pas à faire pour envisager le même type de processus avec les Tournelles.

Finalement, Mégel a pris 11 ans, puis 12 ans en appel.

On notera que des plaintes avaient été déposées contre Mégel dès 1994 et que l'affaire a débuté suite à une lettre anonyme du père d'une victime de Mégel, qui a écrit en 1997 à Xavier Emmanuelli, alors secrétaire d'État à l'Action humanitaire.

Aujourd'hui, toutes les familles savent qu'une telle lettre est directement renvoyée au parquet, au nom de la fameuse « séparation des pouvoirs » qui n'est qu'un mythe.

La victime principale de l'accusation a porté plainte à 17 ans, la même année.

Et dès les années 80, les psychiatres de la région disaient que les Tournelles était un établissement dangereux, dans lequel il ne fallait pas envoyer les enfants.

En outre, Mégel n'a fait que 5 jours de préventive.

« Robert Mégel a été relâché après cinq jours de détention, par décision du président de la chambre d'accusation, en vertu d'une mesure très rare : le référé-liberté », a précisé le journal La Vie,

« Autre – étrange – rareté : le contrôle judiciaire n'est pas laissé à la disposition du juge, comme le veut la coutume, mais à la chambre d'accusation.

“Il a été réduit à sa plus simple expression, note un policier.

Mégel n'a même pas besoin d'aller pointer chez les gendarmes !”

Les policiers qui ont, semble-t-il, eu quelque mal à démarrer l'enquête, font d'étonnants constats : l'expert informaticien de la DRPJ a ainsi découvert qu'un psychiatre des Tournelles n'a pas hésité à signer de faux documents ».

Divers documents concernant les nombreux protagonistes de l'affaire ont

également disparu, comme ce fut le cas, par exemple, pour le dossier personnel de Mégel au ministère de la Justice, qui est son employeur, ou l'original du dossier de la victime, qui a disparu avant d'être remplacé par un faux rapport antidaté par Tremsal.

Quant à la presse, qui a relaté le scandale même a minima, elle a été systématiquement poursuivie, et intimidée par Mégel et ses amis.

Mégel avait déjà bénéficié de l'ultra laxisme judiciaire en faveur des pédophiles : cité parmi 340 personnalités dans le dossier Coral qui a été étouffé, Mégel était déjà passé entre les mailles du filet.

Si filet il y a eu dans cette affaire...

Bref, je suppose que si Mégel a fini par tomber, c'est qu'il dérangeait quelqu'un.

Avait-il des dossiers sur certaines personnes ?

Était-il devenu trop voyant ?

Où est-ce que les détournements de fonds qu'on lui a reprochés en ont dérangé certains ?

On ne le saura sans doute jamais, quoique...

En tout cas, quand on voit les manœuvres et pressions diverses qui n'ont cessé dans ce dossier, on comprend que Mégel n'était certainement pas le seul à être mouillé jusqu'au cou dans cette affaire.

C'est l'ancien adjoint de Mégel qui a repris Les Tournelles.

Bien sûr, lui non plus n'avait rien vu, rien entendu.

Brisons l'omerta sur ces réseaux pédophiles qui ont le pouvoir.

On lâche rien.

L'équipe Wanted Pedo.

Bonus : Petite vidéo censuré dans les médias qui circule sur le soutien de Cohn-Bendit à Macron.

Notes

[1] Au départ, ce centre était un institut médico psychologique dans lequel des enfants au crane rasé étaient installés dans les sous-sols.

[2] Pascal Viret a subi de grosses pressions suite à son intervention dans ce dossier :

« Par ailleurs, le responsable de la Protection de l'enfance en Seine-et-Marne, Pascal Vivet, qui a exprimé ses soupçons sur Robert Mégel, a craint pour son emploi.

Et indique ne plus compter les menaces téléphoniques », cf. La Vie.

En fait, Vivet a été viré suite à cette affaire, et les menaces qu'il a reçues étaient carrément des menaces de mort.

[3] Conseil d'Administration.

[4] A l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, on lui propose d'intégrer la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie, où il est vite remarqué par Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, qui en fait son conseiller technique sur le sujet.

Gaston Defferre, maire de Marseille où la French connection battait son plein et ami du mafieux Mémé Guérini, sait certainement de quoi il parle en matière de drogues.

Nick Venturi, un des gros bras de Defferre, était aussi un des piliers de la french Connection.

Enfin, je ne vais pas m'étaler sur ce très riche sujet, j'y reviendrai sûrement un jour dans ma saga de la société Ricard et de Charles Pasqua.

[5] La mère avait ensuite surpris Mégel dans le lit de son fils et avait porté plainte, mais Mégel a été blanchi, notamment parce que sa victime n'a pas osé parler aux flics.

[6] Étrangement, des photocopies de ces cahiers ont été envoyée anonymement au juge par la suite.

Avec toutes les données ou pas ? Mystère.

[7] En octobre 1998, selon le Point,

« le parquet de Meaux a ouvert une enquête préliminaire pour abus de biens sociaux, abus de crédit et abus de pouvoir.

La section financière du SRPJ de Versailles s'intéresse au patrimoine de l'Association des Tournelles, estimé à près de 80 millions de francs ».

[8] Et il semble que pour Tremsal, l' « œuvre médicale coloniale » fut grandiose en Algérie française.

[9] Pour le CV complet : « substitut au Tribunal de grande instance de Meaux de 1977 à 1982, substitut au TGI de Bobigny de 1982 à 1988, puis nommé en 1989 premier substitut, chef de la section des stupéfiants, dans ce même Tribunal.

En 1993, il a rejoint en qualité de conseiller technique le cabinet de Michèle Alliot-Marie, Ministre de la Jeunesse et des Sports, où il a été chargé de la jeunesse et de la vie associative.

En janvier 1996, il a été nommé substitut général au parquet général de Paris, où il a été successivement avocat général de la chambre d'accusation, de la 13ème chambre correctionnelle, et de la cour d'assises.

Parallèlement à sa carrière judiciaire, Etienne Madranges a enseigné dans diverses universités et grandes écoles, présidé de nombreux jurys, et animé des associations nationales intervenant dans les secteurs de la jeunesse, de la prévention, du sport, de l'insertion, du handicap, de la culture ».

[10] Deux semaines aux USA, avec hébergements dans les hôtels Hilton à chaque étape.